

Art. 2. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Brussel, 14 maart 2019.

De Minister-President en
Minister belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en
Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs,
Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting,
Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.

- Ontwerp van decreet, nr. 753-1.

- Commissieverslag nr. 753-2.

- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 753-3.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 13 maart 2019.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/13040]

12 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret réglant, pour la Communauté française, les allocations et les prêts d'études, coordonné le 7 novembre 1983, ses articles 1^{er}, § 5, 2, 7 et 14;

Considérant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

Considérant le décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 2005 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi, tel que modifié par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 2007 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 juin 2013 adaptant la réglementation en matière d'allocations d'études;

Vu l'avis du Conseil supérieur des allocations d'études, donné le 15 mars 2019;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 février 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 février 2019;

Vu l'avis de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur, donné le 2 avril 2019;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire du 13 mars 2019 organisée conformément à l'article 33 du décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur;

Vu le « test genre » du 4 décembre 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 4 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté fixe les conditions d'octroi d'allocations d'études pour les étudiants de l'enseignement supérieur de condition peu aisée.

Art. 2. Les demandes d'allocations d'études supérieures sont introduites par voie électronique au moyen du formulaire électronique disponible sur le site internet du Service de l'Administration en charge des Allocations et Prêts d'Etudes.

Par dérogation à l'alinéa précédent, une demande peut également être introduite, par envoi recommandé, au moyen du formulaire imprimable disponible sur ce même site et selon les modalités qui y sont indiquées.

Les formulaires électroniques sont traités prioritairement par rapport aux formulaires imprimables.

Art. 3. Lorsque la demande d'allocation concerne une première inscription auprès d'un établissement d'enseignement supérieur, l'étudiant fournit la preuve de sa demande d'inscription, introduite conformément à l'article 95 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

Lorsque la demande d'allocation concerne une poursuite d'études auprès du même établissement, l'étudiant fournit la preuve de sa demande d'inscription.

Lorsque l'étudiant est invité à fournir des documents complémentaires afin de compléter son dossier, il dispose d'un délai de 30 jours pour les produire. A défaut, la demande est classée sans suite. Cette décision est notifiée à l'étudiant qui dispose d'un droit de réclamation conformément à l'article 14 du décret du 7 novembre 1983 réglant, pour la Communauté française, les allocations et les prêts d'études.

Art. 4. § 1^{er}. Sauf les cas exceptionnels limitativement définis au présent article, une demande d'allocation d'études doit être introduite avant le 31 octobre de l'année académique pour laquelle l'allocation est sollicitée.

§ 2. Sont reconnues comme relevant d'un cas exceptionnel les demandes dont le retard d'introduction est dûment justifié par l'un des motifs suivants :

- 1° le décès d'une des personnes pourvoyant à l'entretien de l'étudiant ou en ayant la charge;
- 2° l'hospitalisation, pendant trente jours consécutifs au moins, de l'étudiant ou d'une des personnes pourvoyant à son entretien ou en ayant la charge;
- 3° la perte d'emploi de l'étudiant ou de l'emploi principal d'une des personnes pourvoyant à son entretien ou en ayant la charge.

Ces motifs ne peuvent toutefois être pris en compte que si les situations invoquées se sont produites après le 1^{er} juillet précédant le début de l'année académique envisagée.

4° l'information donnée tardivement au candidat de ses résultats de l'année d'études antérieure ou de toute délibération concernant son admission dans l'année d'études envisagée, pour autant que ce retard soit imputable exclusivement aux autorités habilitées à décider de ces résultats ou de cette admission;

5° l'inscription dans une année académique, après le 31 octobre, pour autant que celle-ci soit autorisée.

Dans tous les cas visés au présent paragraphe, la demande doit être introduite avant le 31 janvier de l'année académique pour laquelle l'allocation est sollicitée.

§ 3. Sont reconnues comme relevant d'un des cas de changement de situation visés à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 2016 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études, exceptés ceux déjà repris au § 2 du présent article, les demandes pour lesquelles un délai supplémentaire est accordé pour leur introduction.

Ces cas de changement de situation ne peuvent toutefois être pris en compte que s'ils se sont produits entre le 15 octobre et le 31 décembre de l'année académique envisagée.

Dans tous les cas visés au présent paragraphe, la demande doit être introduite avant le 31 janvier de l'année académique pour laquelle l'allocation est sollicitée.

Art. 5. Une allocation d'études supérieures n'est octroyée qu'aux étudiants de condition peu aisée régulièrement inscrits auprès d'un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice de la Communauté française, conformément au décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

Art. 5bis. Par dérogation à l'article 5, le bénéfice du décret coordonné du 7 novembre 1983 réglant, pour la Communauté française, les allocations et les prêts d'études, est étendu aux catégories suivantes d'étudiants qui poursuivent leurs études à l'étranger :

a) les Belges résidant avec leur famille à l'étranger, pour autant que leur domicile ne soit pas situé dans un Etat membre de la Communauté économique européenne, à moins qu'ils ne puissent se prévaloir des dispositions de l'article 12 du règlement (CEE) n° 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968, relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté;

b) les Belges domiciliés en Belgique et les enfants résidant en Belgique de ressortissants d'un pays membre de la Communauté économique européenne qui peuvent se prévaloir de l'article 12 du règlement (CEE) n° 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968, relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté :

- soit lorsqu'ils suivent des études n'ayant de finalité comparable en Communauté française;

- ou lorsqu'ils suivent des études dans un établissement supérieur situé plus près de leur domicile qu'un établissement supérieur de plein exercice de la Communauté française, proposant des études ayant une finalité comparable.

Art. 6. Les étudiants non finançables selon les dispositions du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études ne peuvent bénéficier d'une allocation d'études.

Les services de l'Administration en charge des Allocations et Prêts d'Etudes procèdent au contrôle a posteriori du caractère finançable de l'étudiant, sur base de la liste établie conformément à l'article 106 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études. Les Commissaires ou Délégués du Gouvernement sont chargés d'établir et de transmettre cette liste pour le 15 juin de l'année académique en cours.

Art. 7. Il ne peut être accordé aucune allocation d'études pour une inscription aux études de troisième cycle, ni pour des études de spécialisation.

Art. 8. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 2005 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2019.

Art. 10. Le Ministre de l'Enseignement supérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 avril 2019.

Le Ministre-Président en charge de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/13040]

12 APRIL 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de procedure voor de indiening van de aanvragen om toelagen voor hogere studies alsook van de voorwaarden voor hun toekenning

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen en de studieleningen, gecoördineerd op 7 november 1983, de artikelen 1, § 5, 2, 7 en 14;

Gelet op het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 april 2005 tot vaststelling van de wijze waarop de aanvragen voor studietoelagen voor het secundair onderwijs moeten worden ingediend en van de voorwaarden voor de toekenning van die toelagen, zoals gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juni 2007 en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 juni 2013 tot aanpassing van de regelgeving inzake studietoelagen;

Gelet op het advies van de Hoge raad voor studietoelagen, gegeven op 1(maart 2019);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 februari 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 28 februari 2019;

Gelet op het advies van ARES, gegeven op 2 april 2019;

Gelet op het overleg met de studentenverenigingen erkend op gemeenschapsniveau, van 13 maart 2019, overleg georganiseerd overeenkomstig artikel 33 van het decreet van 21 september 2012 betreffende de deelneming en de vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs;

Gelet op de "gendertest", op 4 december 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de aanvraag om advies binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van state op 4 maart 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het gebrek aan mededeling van dat advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit stelt de voorwaarden vast voor de toekenning van studietoelagen aan minvermogende studenten in het hoger onderwijs.

Art. 2. Aanvragen om subsidies voor het hoger onderwijs worden elektronisch ingediend met behulp van het elektronische formulier dat beschikbaar is op de website van de administratieve dienst die belast is met de toelagen en leningen.

In afwijking van het voorgaande lid kan een aanvraag ook per aangetekende brief worden ingediend met behulp van het op dezelfde site beschikbare drukformulier en volgens de daarin aangegeven procedures.

Elektronische formulieren worden bij voorrang behandeld in vergelijking met de formulieren die kunnen worden afgedrukt.

Art. 3. Wanneer de aanvraag om een toelage betrekking heeft op een eerste inschrijving in een instelling voor hoger onderwijs, levert de student het bewijs van zijn aanvraag tot inschrijving, ingediend overeenkomstig artikel 95 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

Wanneer de aanvraag om een toelage betrekking heeft op de voortzetting van de studie in dezelfde instelling, levert de student een bewijs van zijn aanvraag tot inschrijving.

Wanneer de student wordt gevraagd om aanvullende documenten te verstrekken om zijn dossier aan te vullen, heeft hij 30 dagen tijd om deze in te dienen. Indien dit niet het geval is, wordt de aanvraag zonder verdere actie afgesloten. Deze beslissing wordt meegedeeld aan de student die een beroep kan instellen overeenkomstig artikel 14 van het decreet van 7 november 1983 tot regeling van de studietoelagen en -leningen van de Franse Gemeenschap.

Art. 4. § 1. Behoudens in de uitzonderlijke gevallen die in dit artikel restrictief worden gedefinieerd, moet een aanvraag voor een studietoelage worden ingediend vóór 31 oktober van het academiejaar waarvoor de toelage wordt aangevraagd.

§ 2. Aanvragen waarvan de laattijdige indiening naar behoren wordt gemotiveerd door een van de volgende redenen, worden als uitzonderlijk geval erkend, inzonderheid:

1° het overlijden van een van de personen die in het levensonderhoud van de student voorziet of daarvoor verantwoordelijk is;

2° de opname in het ziekenhuis, gedurende ten minste dertig opeenvolgende dagen, van de student of een van de personen die in zijn onderhoud voorziet of die ervoor zorgt;

3° het verlies van de betrekking van de student of van de hoofdbetrekking van een van de personen die in zijn onderhoud voorziet of belast is met het onderhoud.

Met deze redenen kan echter slechts rekening worden gehouden indien de aangevoerde situaties zich hebben voorgedaan na 1 juli voorafgaand aan het begin van het beoogde academiejaar.

4° laattijdige kennisgeving aan de kandidaat van zijn resultaten van het voorgaande studiejaar of van elke beraadslaging en beslissing betreffende zijn toelating tot het voorgenomen studiejaar, op voorwaarde dat deze vertraging uitsluitend te wijten is aan de overheden die bevoegd zijn om over deze resultaten of toelating te beslissen;

5° inschrijving in een academisch jaar na 31 oktober, mits dit is toegestaan.

In alle gevallen bedoeld in deze paragraaf moet de aanvraag worden ingediend vóór 31 januari van het academiejaar waarvoor de beurs wordt aangevraagd.

§ 3. De aanvragen om het verkrijgen van extra tijd voor het indienen van aanvragen worden erkend als vallend binnen de werkingssfeer van een van de gevallen van wijziging van toestand bedoeld in artikel 10 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 september 2016 tot vaststelling van de minvermogenheid van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen, met uitzondering van die welke reeds vermeld zijn in lid 2 van dit artikel.

Met deze gevallen van wijziging van toestand kan echter alleen rekening worden gehouden als zij zich hebben voorgedaan tussen 15 oktober en 31 december van het beoogde academiejaar.

In alle gevallen bedoeld in dit lid moet de aanvraag worden ingediend vóór 31 januari van het academiejaar waarvoor de beurs wordt aangevraagd.

Art. 5. Een toelage voor het hoger onderwijs wordt enkel toegekend aan minvermogene studenten die regelmatig ingeschreven zijn bij een volwaardige instelling voor hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap, overeenkomstig het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

Art. 5bis. In afwijking van artikel 5 wordt het gecoördineerde decreet van 7 november 1983 tot regeling van de studietoelagen en -leningen van de Franse Gemeenschap uitgebreid tot de volgende categorieën studenten die hun studie in het buitenland voortzetten:

a) Belgen die met hun gezin in het buitenland wonen, voor zover hun woonplaats niet in een lidstaat van de Europese Economische Gemeenschap is gelegen, tenzij zij zich kunnen beroepen op de bepalingen van artikel 12 van de verordening (EEG) nr. 1612/68 van de Raad van 15 oktober 1968 betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Gemeenschap;

b) Belgen met woonplaats in België en kinderen die in België wonen van onderdanen van een lidstaat van de Europese Economische Gemeenschap die in aanmerking komen voor de bepalingen in artikel 12 van Verordening (EEG) nr. 1612/68 van de Raad van 15 oktober 1968 betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Gemeenschap:

- ofwel wanneer zij studeren voor studies die geen vergelijkbare finaliteit hebben in de Franse Gemeenschap;

- ofwel wanneer zij studeren in een instelling voor hoger onderwijs die dichter bij hun woonplaats is gevestigd dan een instelling voor hoger onderwijs met volledig leerplan in de Franse Gemeenschap, die studies met een vergelijkbare finaliteit aanbiedt.

Art. 6. Studenten die niet in aanmerking komen voor financiering op grond van de bepalingen van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies, kunnen geen studietoelage ontvangen.

De diensten van de administratie belast met de studietoelagen en -leningen controleren a posteriori de financiële geschiktheid van de student op basis van de lijst opgesteld overeenkomstig artikel 106 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies. De commissarissen of Regeringsafgevaardigden zijn verantwoordelijk voor het opstellen en indienen van deze lijst tegen 15 juni van het lopende academiejaar.

Art. 7. Er kan geen studietoelage worden toegekend voor de inschrijving voor studies van de derde cyclus of voor specialisatiestudies.

Art. 8. Het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 april 2005 tot vaststelling van de wijze waarop de aanvragen voor studietoelagen voor het secundair onderwijs moeten worden ingediend en van de voorwaarden voor de toekenning van die toelagen, wordt opgeheven.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2019.

Art. 10. De minister van Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 april 2019.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2019/202325]

29. APRIL 2019 — Dekret über die Ausübung der Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der Raumordnung und gewisser verbundener Bereiche durch die Deutschsprachige Gemeinschaft

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Die Deutschsprachige Gemeinschaft übt im deutschen Sprachgebiet alle Zuständigkeiten der Wallonischen Region aus:

1. in der in Artikel 6 § 1 I. Nummern 1 bis 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, hiernach "das Sondergesetz" genannt, erwähnten Angelegenheit Raumordnung;

2. in der in Artikel 6 § 1 X. Nummer 2bis des Sondergesetzes erwähnten Angelegenheit rechtliche Regelung der Landwege, begrenzt auf die Gemeindewege;

3. in der in Artikel 6quater des Sondergesetzes erwähnten Angelegenheit Enteignung zum Nutzen der Allgemeinheit.

Das Parlament und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft üben die Zuständigkeiten der Wallonischen Region aus, die mit den Angelegenheiten zusammenhängen, auf die sich Absatz 1 bezieht.

Art. 2 - Die Übertragung der Ausübung der Angelegenheiten, auf die sich Artikel 1 bezieht, erfolgt ohne Übertragung von Gütern.

Art. 3 - § 1 - Zur Ausübung der in Artikel 1 angeführten Angelegenheiten können Personalmitglieder der Außendirektion Eupen der Operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie (DGO4) des Öffentlichen Dienstes der Wallonie auf ihren Antrag hin der Deutschsprachigen Gemeinschaft übertragen werden; die Übertragung erfolgt durch Erlass der Wallonischen Regierung nach gleichlautendem Gutachten der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Von den statutarischen Personalmitgliedern können nur jene übertragen werden, die die in Artikel 69 § 2 des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft angeführte Bedingung erfüllen.

§ 2 - Die Wallonische Regierung wird ermächtigt, die Übertragung der in § 1 erwähnten Personalmitglieder vorzunehmen.

Die Personalmitglieder werden in ihrem Dienstgrad oder einem gleichwertigen Dienstgrad und in ihrer Eigenschaft übertragen.

Sie behalten zumindest die Bezüge und das Dienstalter, das sie hatten oder erhalten hätten, wenn sie weiterhin in ihrem ursprünglichen Dienst die Funktion, die sie zum Zeitpunkt der Übertragung innehatten, ausgeübt hätten.

Art. 4 - § 1 - Bezüglich der Übertragung der in Artikel 1 angeführten Angelegenheiten wird der Deutschsprachigen Gemeinschaft eine ab dem Jahr 2020 im Haushalt der Wallonischen Region eingetragene jährliche Dotation gewährt.

§ 2 - Der Grundbetrag der in § 1 erwähnten jährlichen Dotation entspricht einem Betrag von 1.480.751,13 Euro.

Eine Anpassung des in Absatz 1 erwähnten Betrags wird durch die Wallonische Regierung festgelegt, um die realen Kosten der Bezüge der Personalmitglieder zu berücksichtigen, die in Anwendung von Artikel 3 tatsächlich der Deutschsprachigen Gemeinschaft übertragen werden.

§ 3 - Ab dem Haushaltsjahr 2021 wird der für das vorangegangene Haushaltsjahr zugewiesene Betrag jährlich gemäß den in Artikel 33 § 2 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen festgelegten Modalitäten der Schwankungsrate des durchschnittlichen Verbraucherpreisindex des betreffenden Haushaltsjahres und 55 % des realen Wachstums des Bruttoinlandprodukts des betreffenden Haushaltsjahres angeglichen.

§ 4 - Die jährliche Dotation wird spätestens am ersten Werktag des Monats Mai des betreffenden Jahres überwiesen.